



HAL
open science

Les Français Libres à Hong Kong, identités en conflit(s)

François Drémeaux

► **To cite this version:**

François Drémeaux. Les Français Libres à Hong Kong, identités en conflit(s). Charlotte Faucher; Laure Humbert; Guillaume Piketty; Thomas Vaisset. Françaises et Français libres. Une identité née de la pluralité, Presses universitaires de Rennes, pp.69-84, 2024, 9782753597068. hal-04257355

HAL Id: hal-04257355

<https://hal.science/hal-04257355v1>

Submitted on 25 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

LES FRANÇAIS LIBRES À HONG KONG, IDENTITÉS EN CONFLIT(S)

En 1948, le consul de France à Hong Kong, Robert Jobez, ancien des Forces françaises libres, inaugure un monument à la mémoire des Français libres de la colonie britannique. Quatre noms sont inscrits dans la pierre. Au cours des années 1970, la stèle est déplacée au sein du cimetière militaire de Stanley, et deux noms sont ajoutés. En décembre 2019, le Souvenir français de Chine restaure le monument, et laisse place à cinq autres noms, achevant un sinueux chemin de mémoire, tout à l'image de l'histoire chaotique d'un comité fort éloigné de l'axe Londres-Alger-Brazzaville. Ce comité a suscité peu d'intérêt jusqu'à présent, soit du fait de sa faible importance stratégique, soit, comme l'explique Jean-François Muracciole, parce que l'étude de la résistance extérieure au sein des communautés françaises à l'étranger a longtemps été négligée¹.

Au-delà de la question mémorielle, les parcours des individus inscrits sur la pierre de ce monument posent la question de ce qui caractérise leur appartenance à la France libre, qu'ils soient officiellement et de longue date affiliés aux travaux du comité ou ralliés à la dernière minute, qu'ils soient nés Français, étrangers ou sujets colonisés, qu'ils aient combattu ou non, qu'ils aient œuvré pour le projet gaullien de résistance extérieure ou se soient préoccupés de la résistance intérieure²... à Hong Kong. Ce travail, qui vise à restituer l'éphémère trajectoire de la France Libre sur ce territoire, repose essentiellement sur les archives diplomatiques de La Courneuve, notamment les séries E (possessions britanniques) et FL (France Libre) des Affaires politiques. Les archives consulaires du poste, conservées à Nantes, ont également été précieuses pour cerner les profils de ces Français.

Dans l'entre-deux-guerres, les Français implantés dans la colonie britannique forment une communauté peu nombreuse mais active. Le consul recense officiellement 393 administrés en 1937 (citoyens français et « protégés³ » vietnamiens)⁴. Les missions catholiques représentent plus d'un tiers de ces effectifs, suivies par les établissements de négoce de toutes sortes puis les banques. À ces quelque 400 personnes, il faut ajouter de nombreux marginaux, établis ou de passage, qui évitent soigneusement de se faire connaître des autorités.

¹ J.-F. Muracciole, *Les Français libres*, op. cit., p. 23.

² S. Cornil-Frerrot, P. Oulmont (dir.), *Les Français libres et le monde*, Paris, Nouveau Monde, 2015, 431 p.

³ Le statut de protégé est théoriquement réservé aux individus originaires du protectorat d'Annam ou du Tonkin ; les diplomates généralisent le terme pour tous les autochtones de l'Union indochinoise.

⁴ Centre des archives diplomatiques de La Courneuve (CADLC), Affaires politiques (AP), série E, sous-série Poss. brit., n° 86, du consul à l'ambassade à Londres, 10 mars 1937.

D'un point de vue hiérarchique, le poste diplomatique est dans une situation originale avec une triple tutelle : officiellement, le consul dépend de l'ambassade à Londres mais, dans les faits, c'est à l'ambassade de France à Pékin qu'il prend ses ordres. À une exception près dans l'entre-deux-guerres, les agents nommés sont tous issus du cadre chinois du ministère des Affaires étrangères. Troisième angle du dispositif, le gouvernement général d'Indochine pèse sur le poste en finançant de nombreuses dépenses et en plaçant des auxiliaires⁵.

La menace japonaise et une communauté française hors sol

Premier port impérial du monde, en volume comme en valeur, au sortir de la Première Guerre mondiale⁶, Hong Kong constitue le principal débouché de la Chine, devant Shanghai. La colonie possède des équipements modernes pour les transbordements et dispose d'entrepôts sûrs propices à la spéculation. Fructueuse interface commerciale connectée au monde, c'est un territoire clé, mais militairement exposé⁷. Les Britanniques sont conscients de cette fragilité et, au cours des années 1930, améliorent leur dispositif défensif : renforcement de la garnison, achat d'équipements, développement du Corps volontaire de défense (*Hong Kong Volunteers Defence Corps*, HKVDC) et édification de la *Gin Drinkers Line*, une ligne de défense fortifiée, sorte de pendant oriental de la ligne Maginot⁸.

Dans la région, le danger n'est pas allemand, mais japonais. Depuis les années 1920, les diplomates suivent attentivement l'accroissement des tensions entre la République de Chine et l'Empire du Japon⁹. Le 7 juillet 1937, l'armée nippone se déploie près de Pékin et déclenche un vaste plan d'invasion. En septembre, la rivière des Perles et les alentours de Canton sont bombardés et, un an plus tard, le 12 octobre 1938, la capitale du Guangdong tombe. Au même moment, le gouvernement chinois se retire à Chongqing¹⁰. À partir de cette date, Hong Kong

⁵ F. Drémeaux, *Présences françaises à Hong Kong dans l'entre-deux-guerres. Rôles, interactions et représentations*, thèse de doctorat sous la direction d'Yves Denéchère, Angers, Université d'Angers, tome 1, 2016, p. 35-54.

⁶ M.-h. Lin, « Taiwan, Hong Kong, and the Pacific, 1895-1945 », in *Modern Asian Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, n° 44/5, 2010, p. 1 056.

⁷ T. Banham, *Not the slightest chance. The Defence of Hong Kong, 1941*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2003, p. 6, 12 et 291.

⁸ Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN), pHKG, 13, du consul au MAE, 4 octobre 1933, 20 mars 1935 ; 17, du consul à l'ambassade à Pékin, 22 octobre 1936 ; CADLC, AP, série E, sous-série Poss. brit., n° 83, du consul à l'ambassade à Londres, 22 mars, 2 avril, 25 avril 1937, 25 juin 1938.

⁹ P. Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 129-135 puis p. 143-160.

¹⁰ S. Tsang, *A Modern History of Hong Kong*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2004, p. 114.

est encerclé par les Japonais : la menace militaire est donc tangible et directe, une réalité que les Français établis sur place appréhendent plus tôt que leurs compatriotes en métropole¹¹.

Que ce soit dans les correspondances consulaires ou privées, la guerre en Europe, à partir de septembre 1939, n'apparaît pas comme une préoccupation majeure. Adaptées au contexte local, les activités françaises fonctionnent comme à l'accoutumée¹². Pour ces ressortissants éloignés de leur pays, mal informés, épargnés par le défaitisme et les réalités métropolitaines, l'annonce de l'armistice est un choc¹³. Les affaires continuent néanmoins. Après juin 1940, les Britanniques se soucient de l'attitude de l'Indochine¹⁴, mais n'inquiètent pas les Français sur leur territoire.

Le 28 juin, le gouvernement colonial installe un « comité interallié présidé par le capitaine du port, et dans lequel continue à siéger un représentant français¹⁵ ». Le 18 septembre, un comité France libre est officiellement créé à Hong Kong, à l'initiative de Louis Biau et autour d'une vingtaine de membres. Dans un premier temps, ce groupe est adoubé par le Conseil de défense de l'Empire¹⁶.

Louis Biau et la première mouture chaotique du comité

En 1960, Louis Biau raconte l'histoire de son comité dans la *Revue de la France libre*¹⁷. Ses motivations ne sont pas connues, mais avec fiel et une amertume non dissimulée, il règle ses comptes, notamment avec l'administration consulaire. Une version qui mérite quelques ajustements. En cavale depuis 1923 pour échapper à de nombreuses dettes ainsi qu'au tribunal consulaire de Shanghai¹⁸, Louis Biau (ou parfois Lucien) a usurpé son diplôme d'ingénieur des Arts et Métiers. Ses papiers d'identité sont tous faux ou maquillés¹⁹. Les consuls de France qui se succèdent à Hong Kong retracent son parcours : « Peu scrupuleux », il est congédié de l'administration des Travaux publics indochinois en novembre 1928 ; « peu recommandable »,

¹¹ N. Bensaï-Tixier, *La France en Chine de Sun Yat-sen à Mao Zedong, 1918-1953*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 275 et sq.

¹² F. Drémeaux, *Présences françaises... op. cit.*, p. 584.

¹³ Archives des Missions étrangères de Paris (AMEP), Maison de retraites de Nazareth, divers 01, journal de bord, 17 juin 1940.

¹⁴ Archives nationales d'Outre-Mer (ANOM), Fonds Indochine, GGI, Série CM, n° 881-882, du consul au Gougal, 11 octobre 1940.

¹⁵ CADN, pHKG, 18, du consul à l'ambassade, 28 juin 1940.

¹⁶ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n° 66, entre de Gaulle et le « comité national français de Hong Kong », 19, 21 septembre et 9 octobre 1940.

¹⁷ *Revue de la France libre*, n° 126, juin 1960, www.france-libre.net/comite-hong-kong/, consulté le 20 août 2020.

¹⁸ CADN, pHKG, 15, de la légation au consul, 5 décembre 1923.

¹⁹ CADN, pHKG, 17, du consul à la légation, 4 juin 1929.

Biau laisse 3 000 pesos de dettes à Manille en mars 1929, avant d'être également chassé du Japon, où il tente de se faire passer pour un fonctionnaire colonial. Une note des services de la Sûreté d'Indochine achève le portrait de ce marginal après une enquête sur son parcours pendant la Grande Guerre : surcharge et grattage du livret militaire, port illégal de décoration et désertion. Et de préciser que son frère, Charles, est déjà au bagne en Guyane. Dans les années 1930, Biau se fixe à Hong Kong, où il propose ses services d'ingénieur avec une fausse lettre de recommandation d'Albert Sarraut²⁰. Les diplomates ont donc tout loisir de constituer un riche dossier sur ce « professionnel de l'escroquerie²¹ ». Lorsqu'il prend la tête du comité France libre à Hong Kong, la cause ne gagne pas en crédibilité. Rapidement, à Londres, on s'inquiète de ce groupe²², composé de petits négociants interlopes. Le bureau est en effet rejoint par deux acolytes de Louis Biau, Morant et Strauss, qui possèdent « la réputation la plus douteuse et causent le plus grand préjudice à notre mouvement », selon Guy de Schompré. Ce dernier est le représentant du général de Gaulle en Extrême-Orient à partir de novembre 1940. Basé à Singapour, il est chargé d'organiser les différents comités pour que la France libre soit représentée par « des Français d'excellente réputation, surtout dans les territoires de la couronne britannique²³ ».

Sur le terrain, le mouvement gagne en ampleur. Le *Hong Kong Telegraph* rapporte que trente-cinq Français se réunissent au Hong Kong Hotel, le 25 septembre, pour célébrer le départ du premier volontaire français en direction du Royaume-Uni²⁴. Entre septembre 1940 et janvier 1941, Louis Biau prétend avoir mis en route soixante-douze volontaires à destination de la France libre²⁵. Le comité demeure toutefois isolé au sein du réseau régional en formation. Biau regrette : « Un contact pris avec Égal, qui présidait le Comité de Shanghai, n'amena rien de positif²⁶ ». L'intéressé félicite diplomatiquement Louis Biau pour son dévouement mais, par ailleurs, il explique que le lourd passé de cet aigrefin nécessite sa mise à l'écart. Il critique également les séjours trop longs des volontaires venus de Chine et de passage à Hong Kong avant leur transfert vers Londres (de vingt-trois à cinquante-cinq jours), exhortant le comité à gagner en efficacité²⁷. Les autorités coloniales de Hong Kong sont également réticentes à

²⁰ CADLC, AP, série E, sous-série Poss. brit., n° 86, du MAE au consul à Canton, 31 janvier 1931.

²¹ CADN, pHKG, 36, de la Sûreté générale du Gougal au consul, 23 janvier 1929 ; 22, entre le consul, la légation et les consuls à Manille et Kobé ainsi que la Sûreté générale, 9 mars, 23 et 30 avril, 8 juin 1929.

²² CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n° 66, note interne, 24 septembre 1940

²³ *Idem*, entre de Gaulle et de Schompré, 8, 10 et 12 novembre 1940.

²⁴ *Hong Kong Telegraph*, 27 septembre 1940.

²⁵ *Revue de la France libre*, n° 126, juin 1960, www.france-libre.net/comite-hong-kong/, consulté le 20 août 2020.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n° 66, rapport n° 4 de « La France quand même » à Shanghai, 15 janvier 1941.

travailler avec ce comité, sujet « de perpétuel mécontentement pour les Anglais », et Guy de Schompré ne répond à aucune lettre de Biau²⁸. Ces frictions entre des volontaires parfois maladroits et les cadres nommés par Londres ne sont pas rares dans les premiers temps de la France libre²⁹. Mais trouver un remplaçant n'est pas aisé. Le 12 février 1941, Louis Biau cède et remet sa démission à de Schompré, de passage dans la colonie. En attendant l'arrivée d'un homme de confiance plus aguerri, Émile Fouliard, négociant, prend la présidence du comité. À la fin du mois, Guy de Schompré, lui aussi critiqué à Shanghai et Singapour, est remplacé par François Baron³⁰. Une nouvelle ère commence.

Après février 1941, il n'est presque plus question de Louis Biau à Hong Kong. En avril, le Conseil national français envisage de l'exfiltrer vers Le Caire, où il désire s'engager à titre militaire ou servir dans l'administration des Travaux publics. Un télégramme de Londres déconseille ce choix au général Catroux³¹. Dans son témoignage, en 1960, Biau omet tous ces détails et, surtout, il charge le consul et son adjoint, les accusant de l'avoir dénoncé et d'avoir freiné les travaux de son comité³². La lecture des archives révèle une histoire bien différente.

Le consul Louis Reynaud, un soutien secret à la France libre

Le 20 juin 1940, le consul Louis Reynaud formule une réponse claire à l'appel du général de Gaulle :

Groupée autour de moi, la colonie française de Hong Kong s'indigne contre toute idée d'armistice et de paix séparée et se révolte à la pensée d'une telle trahison, vis à vis de nos alliés et de l'humanité entière, qui déshonorerait la France à jamais³³.

À partir de cette date, le diplomate entreprend un numéro d'équilibriste entre un soutien jamais démenti à la France libre et la poursuite de ses activités consulaires, en liaison avec l'ambassade à Pékin et le gouvernement général à Hanoï, ce qui permet au consulat de

²⁸ *Ibid.*, de De Schompré à de Gaulle, 11 décembre 1940 et de Biau au CNF, 2 janvier 1941.

²⁹ J. Baillou (dir.), *1870-1980, Histoire de l'administration française. Les affaires étrangères et le corps diplomatique*, tome 2, Paris, CNRS, 1984, p. 564. Lire aussi l'exemple dans le Pacifique : T. Vaisset, *L'amiral d'Argenlieu. Le moine-soldat du gaullisme*, Paris, Belin, 2017, p. 269-271.

³⁰ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n° 66, de De Schompré à CNF, et du CNF à Béchamp, 12 février 1941 ; de Brizay et Langlade au CNF, 27 février 1941 ; n°331, de Baron à tous les comités en Extrême-Orient, 21 février 1941.

³¹ *Ibid.*, de De Gaulle à Catroux, 15 avril 1941.

³² *Revue de la France libre*, n° 126, juin 1960, www.france-libre.net/comite-hong-kong/, consulté le 20 août 2020.

³³ CADLC, AP, série Guerre 1939-1945 (Vichy), sous-série E, n°238, du consul aux ambassades de France à Londres et Pékin, 20 juin 1940.

fonctionner à peu près normalement jusqu'en décembre 1941. En août 1940, Louis Reynaud assure qu'il garde avec les autorités de Hong Kong les mêmes relations cordiales « qu'avant les malheureux événements de juin et juillet³⁴ ». Contrairement à d'autres diplomates en territoire britannique, son *exequatur* n'est pas révoqué³⁵. Il obéit d'abord placidement aux ordres du Quai d'Orsay³⁶, avant de faire preuve de plus en plus de mauvaise volonté³⁷. En septembre, il détruit les tables de chiffres et les archives secrètes du consulat en conformité avec les instructions de Londres, s'isolant un peu plus des consignes de Pékin³⁸.

Le cheminement intellectuel et moral du consul est probablement torturé. Après trente-trois ans de loyaux service en Extrême-Orient, comment imaginer s'éloigner brutalement de son ministère, de son réseau, de ses amis, pour se rapprocher d'un comité France libre présidé par un escroc notoire, si louables que soient les idéaux défendus ? Il opte donc pour la discrétion, et Guy de Schompré certifie, dès la fin de l'année 1940 : « M. Reynaud [...] est secrètement avec nous³⁹ ». Après le départ du représentant basé à Singapour, le Comité national français émet de nouveau des réserves, et engage à la prudence dans les rapports avec les autorités consulaires car, « en dépit de la sympathie qu'elles témoignent officieusement à la France libre, [elles] sont néanmoins des représentants de Vichy⁴⁰ ». Le comité de Hong Kong reste donc indépendant du consulat. Toute la question est de savoir si Louis Reynaud, anglophile reconnu, n'est pas en train de paralyser l'action en l'édulcorant. En mai 1941, François Baron est rassuré après sa visite à Hong Kong. Il rapporte que :

The Consul went to ask the governor whether the latter wished him to break with the Vichy government. Sir Geoffroy Northcote thought it advisable for him to remain in his post because since everyone knew his real sentiments it would be better that he kept the Consulate. This was confirmed to me by Sir Geoffroy himself⁴¹.

³⁴ CADN, pPEK, série A, n°281bis, du consul à l'ambassade, 16 août 1940.

³⁵ CADN, pHKG, 24, du consul à Calcutta à son collègue à Hong Kong, 23 octobre 1940. Son homologue lui assure que c'est une mesure générale ordonnée par le *Foreign Office*.

³⁶ CADN, pHKG, 48, du consul au Gougal, 15 janvier 1941.

³⁷ ANOM, Fonds Indochine, GGI, Série CM, n°881-882, du colonel Devèze au Gougal, 24 août 1940.

³⁸ CADN, pHKG, 18, du consul à l'ambassade, 17 septembre 1940.

³⁹ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n°66, télég. de De Schompré à De Gaulle, 11 décembre 1940.

⁴⁰ *Ibid.*, du CNF à Baron, 17 mars 1941.

⁴¹ « Le consul vint demander au gouverneur si ce dernier souhaitait qu'il rompe avec le gouvernement de Vichy. Sir Geoffroy Northcote jugea qu'il était plus avisé pour lui de rester à son poste car, puisque chacun connaît ses vrais sentiments, il vaudrait mieux qu'il garde le consulat. Cela m'a été confirmé par Sir Geoffroy lui-même. » *Ibid.*, n°67 et 331, de Baron au CNF, 6 mai et 7 juillet 1941.

François Baron pense qu'il aurait été excellent pour la propagande que le consul rejoigne officiellement de Gaulle, mais il reconnaît que son double jeu est pratique. Au fil des semaines, Louis Reynaud a pourtant de plus en plus de difficultés à dissimuler ses sentiments, qui ne semblent être un secret que pour Pékin et Hanoï... En août 1941, dans le *South China Morning Post (SCMP)*, un lecteur s'interroge : « Les autorités de Saïgon reconnaissent-elles la signature du Consul de France comme un visa régulier, ou le considèrent-ils comme le représentant de la France libre non autorisé à délivrer des visas ?⁴² » La coopération entre les deux colonies s'étiole, en même temps que les relations du consul avec le gouvernement général. C'est à cette période que Louis Reynaud commence à apposer la lettre V au tampon sur toutes ses correspondances⁴³. Le gouverneur général, Jean Decoux, se déclare aussitôt « extrêmement surpris [de] trouver sous la forme d'une empreinte à l'encre violette apposée près de l'en-tête, l'insigne du parti de De Gaulle⁴⁴ ». Il demande des explications, suivi par l'ambassade. La réponse est laconique, c'est « tout simplement le V de la Victoire ». L'ambassadeur de France en Chine, Henri Cosme, dont dépend officieusement le consulat français à Hong Kong, s'agace avec mauvaise foi :

J'ignore totalement ce que représente le V de la Victoire. Il m'apparaît en tout état de cause que la France étant neutre dans le conflit, ses agents officiels ne sont pas qualifiés pour apposer sur leur correspondance des signes de cette nature⁴⁵.

Reynaud est piégé de s'être trop enhardi. Après un nouveau rappel à l'ordre, il explose le 5 septembre 1941 :

Votre Excellence n'ignore vraisemblablement pas que le V de la Victoire est le signe de ralliement de tous les peuples qui, aspirant à rester libres ou à secouer le joug odieux de l'oppresseur, luttent par tous les moyens en leur pouvoir contre l'Allemagne et ses satellites et leur plan de domination et d'esclavage sur le monde. Il me semble que la France ne saurait rester indifférente à ce mouvement, mais si le mot d'ordre est de considérer que la France est neutre dans un conflit qui déchire le monde, je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir comment le Gouvernement français peut autoriser et même encourager le recrutement de volontaires pour combattre avec l'Allemagne contre la Russie⁴⁶.

⁴² CADN, pHKG, 30, du consul au Gougal, 6 août 1941. Traduction d'une copie de l'article.

⁴³ CADN, pPEK, série A, n° 281bis, du consul à l'ambassade, 27 août 1941. Il s'agit du premier cas rencontré, soigneusement rayé par le destinataire.

⁴⁴ CADLC, AGP, série Personnel, DIC, 3^e série, n° 242, du Gougal au consul, 28 août 1941.

⁴⁵ CADN, pPEK, série A, n° 281bis, entre l'ambassade et le consul, 30 août, 2 et 3 septembre 1941.

⁴⁶ *Ibid.*, du consul à l'ambassadeur, 5 septembre 1941.

À Hanoï, cette attitude n'étonne personne. La rumeur court depuis plusieurs mois que Louis Reynaud inspirerait plus ou moins ouvertement les émissions en français de la radio de Hong Kong. Les textes seraient préparés au consulat et recevraient l'agrément du consul avant diffusion⁴⁷. Pour l'ambassadeur Cosme, il « résulte clairement que cet agent est dès à présent passé à la dissidence ». Ordre est donné à la trésorerie de ne plus alimenter la caisse de Hong Kong. Le même jour, l'ambassadeur demande à tous les postes de Chine de suspendre leurs relations avec ce consulat⁴⁸.

Comment se débarrasser de ce consul récalcitrant ? Cosme avoue son impuissance : « Je suis dépourvu de tout moyen d'action contre M. Reynaud puisque celui-ci réside sur un territoire britannique où je ne peux envisager de procéder à une action d'autorité⁴⁹ ». L'ambassadeur se résigne. Carlos Arnulphy, négociant français installé de longue date à Hong Kong et dont le rôle est appelé à croître au sein du comité, rappelle que « le gouvernement britannique avait signifié à Vichy qu'aucun consul général envoyé en remplacement de M. Reynaud ne serait *persona grata*. C'était donc lui ou personne ». Pour ce témoin, les soutiens du consul et de son adjoint Charles Renner ont toujours été acquis⁵⁰. Après le départ du second pour Shenyang, le 18 mars 1941, son successeur Gérard Raoul-Duval s'embarrasse moins de scrupules. Il adhère formellement à la France libre en juillet et démissionne du ministère dans la foulée⁵¹. Louis Reynaud cache les raisons de sa défection le plus longtemps possible, malgré les rappels à l'ordre, et répond enfin que son adjoint a quitté Hong Kong pour une destination inconnue, probablement San Francisco, où il a de la famille⁵². Guy Le Coniac, Compagnon de la Libération, atteste qu'ils ont en réalité embarqué ensemble à destination du Proche-Orient, début août⁵³.

L'ambassade change alors de méthode pour convaincre Louis Reynaud. C'est son ami Roland de Margerie, consul général à Shanghai, qui passe à l'offensive affective. Dans une lettre personnelle, le consul à Shanghai tente de le ramener à la raison en mêlant appel à la loyauté et menaces⁵⁴. La réponse du consul est laconique et formelle : « Je remercie Votre Excellence pour les conseils paternels et amicaux qu'Elle a bien voulu me donner [...] et dont

⁴⁷ CADLC, AGP, série Personnel, DIC, 3^e série, n° 242, du Gougal au MAE, 6 septembre 1941.

⁴⁸ CADN, pPEK, série A, n° 281bis, de l'ambassade au MAE et au consul à Shanghai, 6 septembre 1941.

⁴⁹ *Ibid.*, de l'ambassade au MAE, 6 septembre 1941.

⁵⁰ *Revue de la France libre*, n° 209, janvier 1975, www.france-libre.net/comite-hk-arnulphy/, consulté le 20 août 2020.

⁵¹ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n° 67, de Baron au CNF, 7 juillet 1941 ; série Guerre 1939-1945 (Vichy), sous-série E, n° 238, du consul au MAE, 16 août 1941.

⁵² CADN, pPEK, série A, n° 281bis, entre l'ambassade et le consul, 5 et 7 septembre 1941.

⁵³ *Revue de la France libre*, n° 298, avril 1997, www.france-libre.net/deserteur-long-cours/, consulté le 20 août 2020.

⁵⁴ CADN, pPEK, série A, n°281bis, de De Margerie à Reynaud, 30 septembre 1941.

je tiens immédiatement compte⁵⁵ ». Le même jour, le gouvernement général d'Indochine se plaint encore de recevoir des courriers ornés du fameux tampon⁵⁶. Face à l'injonction du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, l'amiral Darlan, Louis Reynaud envoie néanmoins sa prestation de serment le 27 octobre 1941⁵⁷. Acte ambigu. Ralliement de dernière minute ? Poursuite d'un double jeu ? Peu dupe, l'ambassadeur penche pour cette dernière hypothèse⁵⁸. Un mois plus tard, l'invasion japonaise de Hong Kong met un terme à toutes les activités officielles de la France dans la colonie britannique. Louis Reynaud doit fermer le consulat le 9 mars 1942, les autorités nippones assurant désormais la représentation des puissances considérées comme neutres. Le consul obtient des Japonais le droit de rester sur place comme simple particulier⁵⁹, ultime insubordination, alors qu'il lui a été ordonné de se diriger vers l'Indochine⁶⁰.

L'impossible reprise en main de Georges Béchamp

En mars 1941, François Baron se félicite d'avoir uni les Français de Hong Kong grâce à l'aide du consul et du père Léon Vircondelet⁶¹. Carlos Arnulphy se souvient que « les banques françaises, les Missions étrangères de Paris [MEP] et les grosses maisons de commerce ne voyaient plus le comité du même mauvais œil qu'au début ». Sous la direction d'Émile Fouliard, le comité est « plus restreint, plus discret⁶² », mais il gagne davantage de sympathisants. Sa composition socio-professionnelle évolue radicalement en accueillant davantage de patrons de négoce et de directeurs de succursales financières ou commerciales. Les semaine passant, l'attitude trop timorée de Fouliard et des MEP inquiète néanmoins François Baron. Le père Vircondelet se fait doux avec le gouvernement général, encourageant avec la France libre, mais il ne s'engage auprès de personne. Au CNF, on s'agace de ces missions religieuses « nécessairement conformistes [...] qui en dépit de leurs fortunes considérables ne nous ont jamais envoyé un dollar⁶³ ».

Pour dynamiser le comité, le CNF décide de nommer le D^r Georges Béchamp à sa tête. Cette décision de Londres est justifiée par « l'expérience considérable de la Chine et de

⁵⁵ *Ibid.*, du consul à l'ambassade, 2 octobre 1941.

⁵⁶ CADLC, AGP, série Personnel, DIC, 3^e série, n° 242, du Gougal au MAE, 1^{er} octobre 1941.

⁵⁷ CADN, pHKG, série A, n° 20, du consul au MAE, 27 octobre 1941.

⁵⁸ CADLC, AGP, série Personnel, DIC, 3^e série, n° 242, de l'ambassade au MAE, 6 novembre 1941.

⁵⁹ CADN, pHKG, 49, du consul à Canton à l'ambassade, 10 mars 1942, de Henrys au consul, 15 avril 1942.

⁶⁰ CADLC, AGP, série Personnel, DIC, 3^e série, n° 242, du MAE à l'ambassade, 21 février 1942.

⁶¹ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n° 66, de Baron à CNF, 11 mars 1941.

⁶² *Revue de la France libre*, n° 209, janvier 1975, www.france-libre.net/comite-hk-arnulphy/, consulté le 20 août 2020.

⁶³ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n°66, entre Baron et de Gaulle, 11 et 17 mars 1941.

l'Extrême-Orient⁶⁴ » du médecin, au dévouement et à la réputation irréprochables. François Baron y voit une grave erreur : anglophobe et anticlérical, cet homme serait déconnecté des réalités locales. L'arrivée de l'intéressé est en effet dévastatrice : « Tout le monde fut consterné et dérouté⁶⁵ ». Un mois plus tard, Baron transmet un portrait alarmiste de ce « bon vieux monsieur, *outstanding scholar*⁶⁶ et très fatigué », mais, « franc-maçon notoire, mangeant du curé à chaque repas, il allait être un excellent aliment, à son tour, pour la propagande qui nous est opposée ». Le représentant de De Gaulle à Singapour regrette ses idées démodées et ses rancunes personnelles tenaces, et achève en disant que « les Anglais regardent avec une curiosité inquiète ce vieillard qui vit en pyjama toute la journée ». Lorsque Béchamp prend la plume, le ton est franc et le vocabulaire fleuri, mais ses gesticulations écrites et ses demandes somptuaires lui retirent rapidement toute crédibilité. Le CNF ne tarde pas à lui reprocher sa folie des grandeurs, ainsi que ses « longs télégrammes verbeux ». Ingérable, le vieux docteur n'en fait qu'à sa tête, allant même jusqu'à détourner une partie des subsides du comité pour ses œuvres hospitalières de Chengdu (dans la province du Sichuan en Chine). Plus les semaines passent, plus les courriers sont agressifs, teintés de paranoïa et rédigés dans un style qui mêle grandiloquence et argot, révélant une personnalité instable⁶⁷.

Depuis Singapour, Baron est dépassé et regrette que les travers de Béchamp soient exploités par « l'astuce incontestable de l'agent de Decoux ». Car Vichy possède également ses entrées à Hong Kong : le capitaine Henrys, « royaliste et réactionnaire, reconnaissant Vichy, mais anti-allemand et anti-japonais » et, dans une moindre mesure, Charles Yolle, agent de la Sûreté indochinoise en poste dans la colonie depuis 1934⁶⁸. Bien renseignée par ces hommes, la Sûreté indochinoise s'inquiète peu de ce comité d'abord dirigé par un « Français taré et déconsidéré » puis « un illuminé⁶⁹ ». En octobre 1941, une rumeur circule sur la démission du docteur Béchamp, une faille dont François Baron profite pour remettre en selle Émile Fouliard et pour geler toute activité en attendant le passage de Jean Escarra, en mission spéciale en Asie pour le général de Gaulle, et dont l'autorité devrait permettre de tout remettre en ordre. En

⁶⁴ *Ibid.*, de De Gaulle à Baron, 9 mars 1941.

⁶⁵ *Ibid.*, 1^{er} mai 1941 ; n° 331, de Baron au CNF, 6 mai 1941.

⁶⁶ « Érudit exceptionnel ».

⁶⁷ *Ibid.*, n° 66 et 67, de Baron au CNF, 1^{er} mai 1941, de Béchamp au CNF, 16 juin 1941, note interne au CNF, 26 juillet 1941, de Béchamp au CNF, 31 août 1941, de Béchamp à Nègre, 24 septembre 1941 (neuf pages de plaintes décousues).

⁶⁸ *Ibid.*, de Vilmae à Closon, 22 mai 1941 (volontaires passés par Hong Kong), de Baron au CNF, 18 octobre 1941, de Fouliard à Baron, 11 novembre 1941.

⁶⁹ ANOM, Fonds Indochine, GGI, Série CM, n° 607, note de la Sûreté du Gougal, 2 janvier 1942.

attendant, les dysfonctionnements sont nombreux et, en novembre, le lieutenant Frédéric Jacosta, également de passage, se trouve ainsi bloqué à Hong Kong sans consignés⁷⁰.

Outre ces querelles d'organisation et de personnes, l'historien Martin Thomas a souligné l'« incapacité des Français libres à avoir un impact stratégique sur l'Indochine française entre 1940 et 1943⁷¹ », et l'on pourrait ajouter sur l'Extrême-Orient plus généralement. La région est un vivier pour les FFL mais ne constitue pas un pivot dans la lutte. Cependant, le travail du comité de Hong Kong n'est pas vain, et Arnulphy en défend le bilan⁷².

Les querelles internes occultent le travail de terrain accompli par le comité. Celui-ci se montre actif – avec plus ou moins de régularité – dans de nombreux domaines, mais l'organisation et la répartition des tâches n'est que rarement évoquée dans les sources. Les membres se chargent de recruter localement, de diriger les contingents de volontaires vers l'Europe ou l'Afrique, et ils débauchent des équipages de navires, notamment des Messageries Maritimes. Tout comme à Singapour, le comité prépare quotidiennement des émissions radiophoniques estampillées France libre, destinées à l'Indochine. Michelle Marty, professeure de français à l'université de Hong Kong et la seule femme activement engagée dans ce comité, y joue un rôle essentiel en préparant et coordonnant les programmes⁷³. Il est néanmoins difficile d'apprécier l'impact de ces émissions.

Enfin, le comité obtient des souscriptions de la part de Français et de sympathisants étrangers, pour envoyer des colis aux soldats de la France libre au Caire, et pour parer aux dépenses occasionnées par le passage des volontaires. Des croix de Lorraine et des vignettes à l'effigie du général de Gaulle sont vendues dans les bars des grands hôtels⁷⁴. Un efficace comité des œuvres de guerre est mentionné jusqu'en mai 1940, et reçoit d'importantes contributions financières. Au regard des membres qui le constituent, il est peu probable qu'il disparaisse après la défaite en métropole⁷⁵.

Les Français dans la bataille de Hong Kong

⁷⁰ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n°66, de Baron au CNF, 24 octobre 1941, de Jacosta à Baron, 17 novembre 1941.

⁷¹ « *Free French inability to make any strategic impact upon French Indo-China between 1940-43.* » M. Thomas, « Free France, the British Government and the Future of French Indo-China, 1940-45 », dans *Journal of Southeast Asian Studies, Singapore*, Cambridge University Press, vol. 28, n° 1, 1997, p. 141.

⁷² *Revue de la France libre*, n° 209, janvier 1975, www.france-libre.net/comite-hk-arnulphy/, consulté le 20 août 2020.

⁷³ ANOM, Fonds Indochine, GGI, Série Cabinet militaire, n°607, note de la Sûreté générale, 2 janvier 1942.

⁷⁴ *Revue de la France libre*, n° 126, juin 1960, www.france-libre.net/comite-hong-kong/, consulté le 20 août 2020.

⁷⁵ CADLC, AP, série Guerre 1939-1945 (Vichy), sous-série E, n°238, du consul au MAE, 21 mai 1940.

Le 8 décembre 1941, les forces nippones pénètrent sur le sol britannique, marquant le début de la bataille de Hong Kong qui dure jusqu'au *Black Christmas*⁷⁶ et la reddition du gouverneur Young⁷⁷. C'est évidemment un coup d'arrêt brutal aux activités de la France libre. Coupés du monde et livrés à eux-mêmes, les volontaires français connaissent alors des destins variés, et pour la plupart tragiques. Après le 5 janvier 1942, il n'est plus question de la colonie britannique dans les correspondances du CNF à Londres⁷⁸.

L'invasion japonaise permet toutefois de découvrir de nouveaux acteurs, discrets ou absents jusqu'à présent. Les marins et les Vietnamiens ne se sont révélés que dans l'action militaire, faute de place auparavant. Henri Belle et les dénommés Cerillo et Chanzi désertent un navire marchand et s'engagent dans la bataille⁷⁹. Le 19 décembre, le secrétaire du consul, Ngo Chi Dao, et un autre Vietnamien employé de la Banque de l'Indochine, Tran Van Truong, sont les premières victimes françaises, si l'on considère leur statut de sujets protégés⁸⁰. L'attaque surprend également quelques volontaires en attente d'une affectation ; c'est le cas de Rodéric Égal et du lieutenant Jacosta. Égal, ancien patron de « La France quand même » à Shanghai, est enrôlé dans le HKVDC en tant que capitaine. Avec Jacosta et un matelot (Ohm ?) fraîchement recruté par le comité, ils participent à la défense de la station électrique de North Point. Les deux derniers meurent au cours de cette opération, Égal est fait prisonnier le 20 décembre⁸¹. Le 21, au cours de la bataille du Ridge, Armand Delcourt est blessé au ventre par deux coups de baïonnette. Il parvient à s'enfuir, mais il est capturé deux jours plus tard et exécuté sur la plage de Repulse Bay⁸².

Après la bataille, quatre-vingt-sept Français résidant sur l'île et trente-trois à Kowloon sont déclarés sains et saufs⁸³. Le sort des Français libres, notamment ceux engagés auprès du HKVDC, est longtemps incertain en raison de la neutralité supposée du régime de Vichy. Les prisonniers sont identifiés (Rodéric Égal, Henri Belle, Cerillo, Chanzi, Léon Weill, Pierre Mathieu et Carlos Arnulphy) ; les autres sont portés disparus⁸⁴. Louis Biau parvient à fuir Hong Kong avec Paul Chevillard⁸⁵. Alors qu'il tente également de passer en Chine, un peu plus tard, Georges Béchamp est arrêté dans le Guangzhouwan – un territoire à bail française situé à un

⁷⁶ L'expression désigne le 25 décembre 1941, lorsque le gouverneur ordonne à la garnison de cesser le combat.

⁷⁷ T. Ferguson, *Desperate siege: the Battle of Hong Kong*, Toronto, Doubleday Canada, 1980, p. 51.

⁷⁸ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n°68, d'Escarra au CNF, 5 janvier 1942.

⁷⁹ CADN, pPEK, série A, n°281bis, du consul à son collègue à Canton, 6 février 1942.

⁸⁰ *Ibid.*, du consul à Canton à l'ambassade à Pékin, 6 février 1942.

⁸¹ *SCMP*, 10 septembre 1947.

⁸² Collection M. Westmore, de Carlos Arnulphy à Monique Westmore, 23 décembre 1978.

⁸³ CADN, pPEK, série A, n°281bis, du Gougal à l'ambassade à Pékin, 9 janvier 1942, et du consul à Canton à l'ambassade à Pékin, 6 février 1942.

⁸⁴ *Ibid.*, du consul à Canton à l'ambassade à Pékin, 27 janvier 1942.

⁸⁵ *Revue de la France libre*, n° 126, juin 1960, www.france-libre.net/comite-hong-kong/, consulté le 20 août 2020.

peu plus de 400 km à l'est de Hong Kong – et emprisonné en Indochine⁸⁶. Après quelques semaines de détention à Hong Kong, Émile Fouliard parvient, sans que les détails ne soient connus, à négocier son départ de la colonie avec les autorités japonaises⁸⁷.

Au printemps 1943, Louis Reynaud tombe gravement malade. Paul de Roux, le directeur de la Banque de l'Indochine, prend officieusement le relais de la gestion des intérêts français à Hong Kong⁸⁸. Hospitalisé à Matilda, désormais géré par l'armée japonaise, l'ancien consul ne peut recevoir aucune visite ni aucun soin. Il meurt le 5 juillet 1943⁸⁹. C'est ensuite Raymond Devaux-, un chef d'entreprise ouvertement pro-vichyste, qui s'octroie le rôle de représentant de la communauté auprès des Japonais, une tâche qu'il assure avec zèle, sans faire l'unanimité parmi les siens. Paul de Roux- s'oppose farouchement aux activités de ce porte-parole désigné⁹⁰ et entreprend de continuer à financer les réseaux de résistance locaux. Carlos Arnulphy- rapporte :

Il fit [...] tout ce qu'il était humainement possible de faire ; et avec un tel zèle que finalement, la gendarmerie japonaise vint l'arrêter à son appartement, au cinquième étage de la banque. Sachant quel genre de supplice l'attendait, et résolu à ne rien révéler, il se précipita par la fenêtre et s'écrasa au sol. C'était le 19 février 1944⁹¹.

À Sham Shui Po, dans le camp des prisonniers de guerre, l'associé d'Armand Delcourt, Pierre Mathieu, meurt le 27 août 1943, électrocuté sur des barbelés. Henri Belle est transféré au camp de Narume, au Japon, où il décède dans des circonstances non élucidées, le 3 novembre 1944. Léon Weill meurt également à Sham Shui Po, de malnutrition, en avril 1945⁹². Le sort des marins Cerillo et Chanzy reste un mystère. Les seuls Français rescapés de ce camp sont Carlos Arnulphy et Rodéric Égal-. Au cours de sa captivité, ce dernier est surnommé « le Tigre⁹³ » ; il se rend célèbre par ses larges moustaches et son tempérament de meneur d'hommes. Libéré en août 1945, il peine à se remettre des privations et succombe le

⁸⁶ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n° 68 et 69, de Fouliard au CNF, 6 octobre 1942, et de Escarra au CNF, 26 mars et mai 1942.

⁸⁷ ANOM, Cabinets ministériels, carton 55, dossier 362, de Rondon au CNF, 1^{er} octobre 1942.

⁸⁸ CADN, pPEK, série A, n° 281bis, de De Roux à la BDI à Shanghai, 4 juin 1943.

⁸⁹ E. Hahn, *China to me: a partial autobiography*, Philadelphie, Blakiston C°, 1944, p. 404 ; CADN, pHKG, 49, du consul à Canton à l'ambassade à Pékin, 16 août 1943.

⁹⁰ CADN, pPEK, série A, n° 281bis, du consul de Canton à l'ambassade à Pékin, 16 août 1943 et 3 mai 1944.

⁹¹ *Revue de la France libre*, n° 209, janvier 1975, www.france-libre.net/comite-hk-arnulphy/, consulté le 20 août 2020.

⁹² CADN, pPEK, série A, n° 281bis, du consul à Canton à l'ambassade à Pékin, 16 août 1943 et 3 mai 1944 ; collection C. Smith, fiche Léon Weill ; NAL, CO1070/8, records of POW, après 1942.

⁹³ Collection M. et V. Égal, carnet de croquis du lieutenant Skvorzov.

29 décembre 1947⁹⁴. Avant d'être réunis autour d'une même cause, ces hommes viennent d'horizons sociaux ou professionnels différents mais, à bien des égards et à l'exception notable de Georges Béchamp, ces Français implantés à l'étranger de longue date sont tous anglophiles.

L'anglomanie plutôt que le gaullisme

Antony Eden, secrétaire d'État aux Dominions rapporte un sentiment croissant d'anglophobie et de défaitisme en France en janvier 1940⁹⁵. Après juillet, le discours hostile aux Britanniques est de rigueur en métropole⁹⁶, du moins sur les canaux officiels, car il se développe aussi, en parallèle, un courant anglophile, plus discret et plus difficile à cerner⁹⁷. Chez les Français à Hong Kong, l'anglomanie a toujours été une constante dans l'entre-deux-guerres ou, *a minima*, un choix de raison⁹⁸. Le phénomène pose question : l'engagement presque unanime de ces Français en faveur de la France libre est-il davantage lié à cette passion pour Albion ou à une adhésion véritable au gaullisme ? Il est parfois difficile de déceler la part de l'un et de l'autre dans les réactions des postes diplomatiques à l'étranger. Jean-Baptiste Duroselle signale ainsi que les officiers français à Buenos Aires réclament la création d'une nation franco-anglaise, tandis que le ministre de France en Yougoslavie plaide pour une concertation avec l'allié britannique avant toute décision hâtive d'armistice⁹⁹. En Indochine, le lien semble évident pour la presse locale. Le *SCMP* affirme, en septembre 1940, que « les cercles français de Hanoï sont incontestablement en faveur de l'amitié avec l'Angleterre¹⁰⁰ ».

À Hong Kong, c'est un élément fédérateur, mais, à Shanghaï, toute forme d'anglophilie est perçue avec défiance¹⁰¹. De même à Singapour, où François Baron rend compte d'une propagande intelligente et efficace de Vichy, « manifestant une anglophilie qui abuse les Anglais¹⁰² » et brouille les pistes. Pendant les mois qui suivent l'armistice en France, le consul à Hong Kong explique que les autorités locales « continuent à se préoccuper de l'attitude de l'Indochine à l'égard du gouvernement du maréchal Pétain¹⁰³ », sans pouvoir statuer nettement.

⁹⁴ Collection S. Arnulphy, de Fouliard à Arnulphy, 10 février 1956.

⁹⁵ M. Dockrill, "British official Perceptions of France and the French, 1936-1940", dans P. Chassaing, M. Dockrill (dir.), *Anglo-French Relations (1898-1998): from Fashoda to Jospin*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002, p. 105.

⁹⁶ A. Capet (dir.), *Britain, France and the Entente Cordiale since 1904*, New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 5.

⁹⁷ F. Crouzet, « L'Entente cordiale : réalités et mythes d'un siècle de relations franco-britanniques », in *Études anglaises*, tome 57, Paris, 2004, p.314.

⁹⁸ F. Drémeaux, *Présences françaises... op. cit.*, p. 574 et sq.

⁹⁹ J.-B. Duroselle, *L'abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1979 (rééd. 1985), p.187.

¹⁰⁰ *SCMP*, 20 septembre 1940 ; traduction par les services du consulat.

¹⁰¹ CADLC, AP, série FL, sous-série Londres (CNF), n°66, de Brizay et Langlade à de Gaulle, 27 février 1941.

¹⁰² *Idem*, de Baron à de Gaulle, 1^{er} mai 1941.

¹⁰³ ANOM, Fonds Indochine, GGI, Série Cabinet militaire, n°881-882, du consul au Gougal, 11 octobre 1940.

Dans le doute, elles accueillent favorablement tous les signes d'ouverture à leur égard. Louis Reynaud s'efforce de maintenir l'illusion de la neutralité indochinoise, soit parce qu'il a intérêt à le faire pour que les échanges commerciaux se poursuivent le plus longtemps possible, soit parce qu'il veut y croire et se berce d'illusion. Dans les faits néanmoins, l'adhésion pleine et entière de gouvernement général à la Révolution nationale ne fait aucun doute¹⁰⁴. Les signaux contradictoires qui émanent d'Indochine serviraient, selon les représentants de la France libre à Singapour et à Shanghai, les individus plus frileux à l'égard du gaullisme, leur permettant de s'afficher pro-britanniques sans s'engager pour le mouvement gaulliste. Or, à l'exception du commandant Henrys, tous les Français de Hong Kong qui s'expriment sur le sujet ou dont les opinions sont connues, penchent largement en faveur de la France libre.

L'autre paradoxe de la situation à Hong Kong, c'est que les premiers membres officiels de la France libre sont peu recommandables, tandis que d'autres individus qui n'ont jamais été affiliés au comité remplissent tous les critères tels que définis par Pierre Laborie : l'engagement par l'action et l'intention de nuire à l'ennemi, dans un cadre collectif et en rupture avec l'ordre établi¹⁰⁵. Les marins déserteurs happés par la bataille, Michelle Marty et ses émissions radiophoniques, Ngo Chi Dao et Tran Van Truong à leurs postes de défense antiaérienne ou encore le consul Louis Reynaud, pivot secret qui a permis le maintien du comité, ont été oubliés par la mémoire officielle. Après la guerre, l'appartenance à la France libre s'est rapidement figée autour de la parole des survivants et des statuts juridiques, masquant la complexité des autres formes d'engagement.

¹⁰⁴ É. Jennings, *Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine. 1940-1944*, Paris, Grasset, 2004, p. 11, 184 et 195-197.

¹⁰⁵ P. Laborie, « Qu'est-ce que la Résistance ? », in F. Marcot, B. Leroux et C. Levisse-Touzé (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, op. cit., p. 31-38.

Bibliographie

- BAILLOU Jean, 1870-1980, *Histoire de l'administration française. Les affaires étrangères et le corps diplomatique*, tome 2, Paris, CNRS, 1984.
- CAPET Antoine (dir.), *Britain, France and the Entente Cordiale since 1904*, New York, Palgrave Macmillan, 2006.
- CHASSAIGNE Philippe et DOCKRILL Michael (dir.), *Anglo-French Relations (1898-1998): from Fashoda to Jospin*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- CROUZET François, « L'Entente cordiale : réalités et mythes d'un siècle de relations franco-britanniques », in *Études anglaises*, tome 57, Paris, 2004.
- DRÉMEAUX François, *Présences françaises à Hong Kong dans l'entre-deux-guerres. Rôles, interactions et représentations*, thèse de doctorat sous la direction d'Yves Denéchère, Angers, Université d'Angers, tome 1, 2016.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *L'abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1979 [1985].
- FERGUSON Ted, *Desperate siege: the Battle of Hong Kong*, Toronto, Doubleday Canada, 1980.
- HAHN Emily, *China to me: a partial autobiography*, Philadelphie, Blakiston C°, 1944.
- LIN Man-Houng, « Taiwan, Hong Kong, and the Pacific, 1895-1945 », in *Modern Asian Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, n° 44/5, 2010.
- MARTIN Thomas, « Free France, the British Government and the Future of French Indo-China, 1940-45 », in *Journal of Southeast Asian Studies*, Singapore, Cambridge University Press, vol. 28, n° 1, 1997.
- TSANG Steve, *A Modern History of Hong Kong*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2004.